



LE G-20: CHANCE OU CALAMITÉ?

Le G20 a été mis en place en 1999 pour prévenir la répétition de la crise financière asiatique qui avait frappé en 1997 et s'était étendue à d'autres régions du monde. Après près d'une décennie de rencontres du G20, une crise financière encore plus grande éclata en 2008 au cœur du système financier mondial et est devenue depuis lors la pire crise économique qui ait affecté le monde depuis la Grande Dépression des années 1930. De façon évidente, le G20 a échoué de manière spectaculaire dans sa mission principale. Cette dernière crise financière et économique a mis en évidence de manière encore plus éclatante qu'auparavant les principaux déséquilibres de l'économie mondiale auxquels le G20 n'a pu s'attaquer, malgré le renforcement de son statut.

Cette présentation essaie de décrire la nature et les mécanismes du G20 pour aider les organisations populaires progressistes et les mouvements sociaux à définir leurs positions envers ce nouveau regroupement dont les vues et actions affectent la vie et l'avenir des peuples, notamment dans les communautés appauvries et marginalisées.



IBON Center
114 Timog Avenue, Quezon City
1103 Philippines
Tel: +632 9277060 to 62
Telefax: +632 9276981
Website: <http://iboninternational.org>

LE G-20:

Chance ou Calamité?

IBON International



ISBN 978-971-9941-12-5
 © IBON International 2012
 Tous droits réservés

IBON international détient les droits de cette publication. Cette publication peut être citée en partie à condition qu'IBON soit explicitement mentionné comme la source et que des copies du travail final où la citation apparaît soient remises à IBON.

IBON International est la division internationale de la Fondation IBON, Inc. En tant qu'ONG internationale, la Fondation IBON essaie de répondre à la demande internationale pour soutenir les besoins de renforcement de capacité et de plaider des organisations populaires et des organisations de base dans les domaines de la recherche et de l'éducation en liaison avec des initiatives et réseaux internationaux.

IBON International initie et met en œuvre des programmes internationaux, développe et accueille des réseaux internationaux, initie et participe à des activités et campagnes internationales de plaidoyer et peut ouvrir des bureaux au niveau national et régional, là où cela s'avère nécessaire et souhaitable.

Publié par



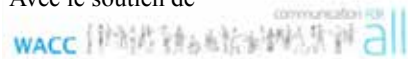
IBON International
 3/F IBON Center
 114 Timog Avenue, Quezon City
 Philippines 1103
 Tel: +632 927-7060 to 62 local 202
 Telefax: +632 9276981
 Site web: <http://iboninternational.org>

En collaboration avec



Africaine de Recherche et de Coopération pour l'Appui au Développement Endogène (ARCADE)
 Villa n° 34, Liberté 6 Extension x VDN
 BP: 16 369 Dakar – SENEGAL
 Tel: +221 33 867 00 24
 Fax: +221 33 867 00 25

Avec le soutien de



The World Association for Christian Communication Association mondiale pour la communication chrétienne (AMCC)
 308 Main Street, Toronto ON
 Canada M4C 4X7
 Tel: 416-691-1999
 Fax: 416-691-1997
 Site web: <http://waccglobal.org>

Photo Credit: G20 Summit Cannes, France- Creative Commons: President of the European Council, 2011, Creative Commons: [francediplomatie](http://francediplomatie.com), 2011

Préface

Antonio Tujan, Jr.
 Directeur International, Fondation IBON

Quand Lehmann Brothers fut ruiné en septembre 2008 et que tout le système bancaire se trouva au bord de l'effondrement, les gouvernements des pays riches industrialisés intervinrent rapidement en utilisant l'argent public, pour de prétendues mesures de relance, dans le but de sauver les entreprises les plus prisées, ajuster leurs bilans pour montrer des bénéfices dans leurs livres et stimuler les bourses des valeurs.

De telles mesures n'avaient pas relancé la production et l'emploi destinés à contrer la crise et stimuler la demande, mais ont été tout simplement offertes à des entreprises en difficultés pour les aider à garder la tête hors de l'eau, à réduire leurs coûts et à rester profitables. En retour, les économies développées ont enregistré de larges déficits budgétaires et des dettes publiques à cause de ces mesures de sauvetage, des subventions et des contrats de fourniture à des prix très élevés qui ont bénéficié aux banques et aux entreprises les plus prisées, et des réductions d'impôts pour les riches.

Confrontés au double problème de la dette et du déficit, les gouvernements ont eu recours à des mesures d'austérité qui ont placé le poids de la crise sur le dos des employés du secteur public, sur les services sociaux et le peuple en général qui se trouve dans l'obligation de payer des impôts plus élevés et des charges pour les services. Et cependant, les employés du secteur public et les travailleurs sont rendus responsables de la prétendue inflation des salaires et de l'augmentation des déficits publics. Les personnes ordinaires paient un prix élevé par la réduction des services sociaux, des impôts plus élevés, le licenciement des employés du secteur public et de violentes attaques contre les syndicats du secteur public.

Ceci est le genre de crise que le Groupe des Vingt (20) était supposé prévenir quand il fut formé, après ce qu'on a appelé la crise financière asiatique en 1999, comme forum de ministres des finances et des gouverneurs des banques centrales. Quand en 2008 l'économie mondiale tomba dans la pire des crises après près d'un siècle, le G20 fut élevé au rang de «premier forum de coordination de l'économie mondiale», avec des rencontres au niveau le plus élevé en vue de ressusciter l'économie mondiale.

Le G20 reflète les changements profonds apparus dans l'ordre politique et économique mondial. Alors que les Etats-Unis restent la puissance dominante dans le monde, les contradictions au sein de l'ordre international qu'ils dirigent sont devenues de plus en plus aiguës et les défis à leur hégémonie continuent d'augmenter de façon constante.

Les institutions de Bretton Woods, qui avaient été créées pour surveiller l'architecture économique internationale selon les désirs des Etats-Unis, sont aussi sous pression. La montée du protectionnisme aux Etats-Unis et dans l'Union européenne (UE) et la confiance en soi de plus en plus affirmée des économies émergentes avec le soutien de la majorité des pays du Tiers Monde (Groupe des 77) ont mené le Cycle de négociations de Doha de l'OMC à une impasse qui dure depuis bientôt dix ans. Le système monétaire international est également sous une intense pression du fait du déclin continu du dollar alors que les principales économies commerçantes du monde diversifient graduellement leurs monnaies de réserve. Quelques pays ont même fait des propositions pour la création d'une monnaie de réserve internationale alternative au dollar.

Avec le déclin stratégique des économies du G7, le G20 comprend d'autres grandes économies, telles que celles de la Chine, de l'Inde, du Brésil et de l'Afrique du Sud, reflétant ainsi un ordre mondial multipolaire. Alors que le poids économique grandissant et la confiance en soi de la Chine et d'une poignée d'autres « économies émergentes » ne les classent pas encore dans la même catégorie des vieilles puissances impérialistes, elles offrent des conditions favorables pour la formation d'alliances et de constellations de forces qui peuvent poser de sérieux défis aux intérêts des Etats-Unis, de l'UE et du Japon. Cela est aussi vrai au niveau régional où des pays comme l'Inde, l'Iran, l'Afrique du Sud, le Brésil, le Venezuela et même Cuba ont une plus grande influence économique et politique que ne suggère leur position dans l'échiquier mondial.

D'autre part, le G20 sert à neutraliser les principales économies émergentes et modérer les revendications de longue date des pays en développement pour l'instauration d'un nouvel ordre économique mondial. En fait, immédiatement après la dégringolade financière de 2008-2009, le G20 mit la réforme de la régulation financière au centre de son programme, prétendument pour prévenir la répétition de la crise.

Cependant, trois ans après, il n'y a pas de mesures sérieuses qui ont été adoptées pour mettre fin à la spéculation financière et à l'économie du casino. Par contre, le G20 a permis à la spéculation financière de

continuer, a facilité des opérations massives de sauvetage des grandes banques et des institutions financières, renfloué le FMI et transformé la crise de la dette privée en crise de la dette souveraine et imposé des réductions de salaires et de sévères mesures d'austérité dans le but de pressurer davantage les travailleurs pour rembourser les grandes banques.

Durant les quelques derniers Sommets, le G20 a étendu son mandat pour promouvoir une croissance équilibrée et inclusive, lutter contre l'insécurité alimentaire, promouvoir la création d'emploi et la protection sociale, traiter de la crise climatique, etc. Mais ce sont-là les toutes dernières rationalisations pour promouvoir les intérêts du secteur privé à la recherche de profits dans les secteurs de l'énergie, des ressources naturelles et des infrastructures, et pousser à l'intégration régionale. Le G20 cherche le retour à la période de la mondialisation d'avant la crise durant laquelle la pauvreté s'était non seulement développée mais avait même empiré, du fait de l'agressivité de l'exploitation et du pillage capitalistes

Dans toutes ces politiques, le G20 a persisté à vendre l'illusion selon laquelle promouvoir les investissements privés et le commerce sont la solution. Le G20 soutient l'accumulation des richesses par la puissante minorité par le renforcement de ses opérations dans les pays en développement.

En vérité, les critiques ont mis le doigt sur le manque patent de légitimité démocratique de ce nouvel super organe auto-sélectionné qui définit les règles internationales dans les domaines de la finance et de l'économie. Par exemple, le Plan d'Action pour le Développement (PAD) du G20 qui court sur plusieurs années, adopté au Sommet de Séoul en novembre 2010, a donné une série de mandats au FMI, à la Banque mondiale, au PNUD, à l'OIT et à d'autres institutions mondiales qui ont pourtant leurs propres mandats par l'intermédiaire de leurs propres organes exécutifs. En outre, ce PAD est principalement mis en œuvre dans les pays en développement, dont la plupart ne sont pas membres du G20.

Les groupes de la société civile ont un accès très limité à l'information concernant l'agenda du G20. Ils n'ont pas non plus la possibilité d'examiner les implications formulées au sein du G20, encore moins pouvoir influencer l'agenda et le processus de prise de décision. Par contre, les dirigeants d'entreprises rencontrent régulièrement à huis clos les ministres du G20 et leurs recommandations sont formellement prises en compte lors des Sommets du G20.

Cela pourrait expliquer pourquoi les déclarations du G20, y compris le Plan d'Action de Développement, soutiennent la croissance économique (plutôt que le bien-être des peuples), assignent le premier rôle au secteur privé, restent silencieuses sur les préoccupations environnementales et évitent toute référence aux obligations sur les droits humains.

Nous espérons que grâce une compréhension critique des problèmes soulevés dans cette présentation, les dirigeants des organisations de la société civile continueront à prendre conscience et à s'organiser, à renforcer leurs campagnes autour de l'agenda de développement du G20 et à mobiliser les gens pour défendre leurs droits et continuer à lutter contre le système économique mondial.

Cette présentation ne cherche pas seulement à promouvoir le concept de la communication du développement mais elle soutient également l'idée que les gens, comme principaux bénéficiaires, doivent être la force motrice du développement s'ils sont informés correctement des conséquences à court et long terme de l'agenda de développement du G20

En outre, nous espérons que cela aidera à catalyser les discussions autour des revendications et positions communes des groupes de la société civile à l'égard de l'agenda du G20 et encouragera davantage de groupes de la société civile à entamer de façon critique le dialogue avec les gouvernements et le G20 lui-même pour qu'ils soutiennent des politiques de développement qui s'attaqueront aux racines de la pauvreté, de l'inégalité et de l'injustice

Nous remercions la contribution estimable et le soutien de l'Association Mondiale de la Communication Chrétienne (AMCC) et nos partenaires, Vikas Adhyayan Kendra (VAK), l'Institut d'Etudes Nationales et Démocratiques (IEND), l'Africaine de Recherche et de Coopération pour l'Appui au Développement Endogène (ARCADE) et la section d'Amérique latine de la Ligue Internationale des Luttés des Peuples (LILP) ainsi que notre staff dont les efforts collectifs ont rendu cette présentation possible.

Table des matières

Introduction	1
Qu'est-ce qui a donné lieu à la formation du G-20?	2
Quand est-ce que le G-20 a-t-il été officiellement fondé?	3
Quel était le mandat originel du G-20?	5
Quelle est l'influence de l'évolution du paysage économique mondial sur le G-20?	6
Les BRICS peuvent-ils faire la différence?	7
Quels étaient les résultats des Sommets successifs du G20?	8
Est-ce que le G-20 a évolué par rapport à son rôle et son mandat initiaux?	10
Le soi-disant Consensus de Séoul marque-t-il vraiment une rupture radicale d'avec le « Consensus de Washington », maintenant largement discrédité?	12
Quel est l'enjeu du Sommet du G-20 de Los Cabos au Mexique?	13
Quels sont les problèmes que tous ces Sommets du G-20 n'ont pas réussi à résoudre?	15
Le G-20: Chance ou Calamité?	26
Conclusion	28

Introduction

Pour beaucoup de gens, le G-20 devint prééminent au Sommet du G-20 de Londres de 2009 à la suite de la crise de 2008. L'ampleur de la crise a amené les gens à la décrire comme la pire crise économique mondiale depuis la Grande Dépression. Les dirigeants des pays du G-20 convergèrent vers Londres avec la promesse de sauver l'économie mondiale et l'empêcher de tomber dans le précipice.

Les dégringolades financières aux États-Unis et en Europe ont même causé l'effondrement de géants financiers et industriels, comme la banque Lehman Brothers et la firme General Motors. Les gouvernements ont été contraints de se précipiter à la rescousse des plus grandes banques du monde pour éviter une pire catastrophe.

On a reproché à la spéculation excessive et sans entraves sur les marchés financiers d'être à l'origine de la crise. Il y avait un appel universel pour l'intervention des gouvernements et la réglementation.

En 2010, l'intervention des gouvernements par voie de renflouement des grandes banques grâce à l'infusion massive d'argent public semblait avoir arrêté la ruée vers le précipice. Mais la récession mondiale a persisté. Il y a de sinistres prédictions de la possibilité d'une récession du style de 1930 en 2012. Pire encore, le coût du renflouement par centaines de milliards de dollars d'argent public a abouti au fait que maintenant c'est au tour des gouvernements d'être dans le rouge.

En conséquence, les gouvernements du monde entier sont en train d'imposer des mesures d'austérité qui ont puni les gens qui travaillent le plus dur. Les gens sont en colère parce qu'ils sont contraints de payer pour renflouer les banquiers et les patrons qui étaient responsables de la crise en premier lieu. Pour les seigneurs du capital, c'est le retour aux affaires comme d'habitude, pour encore une fois profiter de revenus élevés et de grosses primes alors que l'homme de la rue doit se serrer la ceinture encore plus.

La récente crise mondiale a poussé quelque 63 millions de personnes dans la pauvreté. Et les pays en développement ont le plus souffert de la crise pour laquelle ils étaient les moins responsables.

La persistance de la récession mondiale a entraîné des critiques pour souligner l'échec du G20 à traiter les problèmes réels qui assaillent

l'économie mondiale. Compte tenu de son poids dans l'économie mondiale, les gens s'attendent à ce qu'il fasse plus pour éteindre les incendies. Mais le G20 est-il en mesure de faire face efficacement non seulement aux questions à court terme, telle que la restauration de la stabilité financière, mais aussi aux problèmes à long terme liés au développement?

Les questions de légitimité, sur l'application continue des politiques procycliques dans la résolution des crises et sur la polarisation continue pour les politiques néolibérales ont également été soulevées contre le G20.

Le dernier sommet du G20 en novembre 2011 à Cannes (France) a manqué de traiter de nombreuses questions importantes et préoccupantes, comme la résolution de la crise dans la zone euro dans le sillage de la tragédie grecque.

Cette présentation va essayer de décrire la nature et le fonctionnement du G20 pour aider les organisations populaires progressistes et les mouvements sociaux à définir leur attitude à l'égard ce nouveau groupement dont les vues et les actions peuvent affecter toute la planète, y compris les personnes dans les régions les plus reculées du globe.

Qu'est-ce qui a donné lieu à la formation du G-20?

En 1997, la Thaïlande a subi un effondrement de son système financier quand elle a fait flotter le baht pour répondre à ses échanges commerciaux croissants et à ses problèmes de balance des paiements. Cela a déclenché la crise financière asiatique de 1997, qui s'étendit à l'Indonésie, à la Corée du Sud et à d'autres pays asiatiques avant de secouer la Russie et l'Amérique latine.

L'argent à chaud a été désigné comme étant le coupable.

Avant que la crise ne frappe, les pays asiatiques comme la Corée du Sud, la Malaisie, l'Indonésie et la Thaïlande avaient connu de forts taux de croissance, ce qui avait incité certains économistes à saluer la poussée de la croissance comme le «miracle économique asiatique». Ce soi-disant miracle a été fondé sur des investissements de portefeuille massifs à la suite des taux d'intérêt élevés dans ces pays qui ont poussé les investisseurs étrangers à affluer vers l'Asie. La croissance a également été tirée par les exportations à la suite du Fonds monétaire international (FMI)

et les prescriptions de la Banque mondiale. Ces éléments combinés avaient rendu les économies de ces pays sensibles à des facteurs externes.

Ainsi, lorsque les États-Unis ont commencé à relever les taux d'intérêt, le capital libre de toute attache s'est précipité vers ce pays. La valeur du dollar a augmenté. Les monnaies asiatiques qui ont été rattachées au dollar avaient également augmenté. Leurs exportations étaient soudainement devenues plus chères et non compétitives. Leurs dettes étrangères ont augmenté rapidement et de nombreux pays étaient face au danger de défaut de paiement. Les gouvernements occidentaux, dont les banques avaient des expositions dans les grands pays en difficulté, ont été contraints de venir à leur rescousse.

La crise de 1997 a rendu les gouvernements conscients du fait que dans un monde fortement globalisé, une crise dans une région peut facilement se propager à d'autres régions et dans le monde entier. La coopération internationale était nécessaire pour éteindre l'incendie en un seul endroit pour l'empêcher de se propager.

Quand est-ce que le G-20 a-t-il été officiellement fondé?

Lors du sommet des dirigeants de l'APEC tenue à Vancouver, au Canada, en novembre 1997, le président américain Clinton a demandé au secrétaire au Trésor Robert Rubin d'organiser une réunion spéciale des ministres des finances du monde entier pour examiner les problèmes qui assaillent l'économie mondiale et trouver des solutions, avec la crise financière asiatique servant de toile de fond.

Le Trésor américain a organisé deux réunions de ce qui allait être connu sous le nom du Groupe des Vingt-Deux (G22) composé des ministres des Finances et gouverneurs des banques centrales des économies avancées et émergentes afin d'étudier le fonctionnement du système financier international.

Le G22 était un groupe « ad hoc » qui était réuni pour faire face à une crise spécifique, et ses réunions se sont terminées une fois qu'on avait jugé que la crise financière asiatique avait été réglée. Le gouvernement canadien a proposé de créer un forum permanent comme le G-22 qui se réunirait régulièrement.

Le 25 Septembre 1999, les ministres des Finances du G7 et les gouverneurs des banques centrales qui avaient été réunis à Washington,

Pays	RNB		RNB		Commerce extérieur		Dépenses militaires		Pauvreté relative	
	Population 2010 (Millions) ^a	Valeur nominale 2009 (mds dollars) ^a	Per capita 2009 (dollars) ^a	2009, (mds de dollars) ^a	Imports	Exports	Chiffres constants absolus(2009), millions de dollars	% du PIB	60% du revenu médian (mid-2000s) ^c	Part de la population en dessous du seuil de pauvreté (2004-2010) ^d
Argentine	40.4	297.6	7580	65.6	49.1	3179	1			
Australie	22.3	900.7	43590			19799	1.9	20.3		
Bésil	195	1562.4	8090	177.3	178.2	28096	2		21.4	
Chine	1338.3	5034.5	3650	1333.3	1113.2	114300	2.2		2.8	
Allemagne	81.7	3377	42410	1359.7	1195.1	46848	1.4	17.2		
Union européenne	502.1	16294.6	34152	6008.9	5860.9			16 ^e		
France	64.9	2671.2	42610	610.7	662.1	61285	2.5	14.1		
Royaume-Uni	62.2	2203.9	41080	601.6	653.1	57424	2.7	15.5		
Inde	1170.9	1372.6	1220	270.4	331.7	34816	2.8		27.5	
Indonésie	239.9	520.4	2160	130.3	115.2	6009	0.9		13.3	
Italie	60.5	2079.4	35130	506.4	514.8	38196	1.8	19.7		
Japon	127.4	5171.1	37520	636.1	620.8	51420	1	20.8		
Canada	34.1	1317.3	41950	383.6	406.5	20164	1.5	19		
Mexico	113.2	867.9	8680	243.6	256.2	4859	0.5	25.3		
Russie	141.7	1181.8	9290	341.6	250.9	52586	4.3		11.1	
Arabie Saoudite	27.4	381.2	16190	201.9	160.6	42917	11.2			
Afrique du Sud	50	276.4	5000-730	77.5	79.9	3735	1.3		23	
Corée du Sud	48.1 ^f	836.9 ^g	17315 ^g	363.5 ^g	323.1 ^g	24270	2.9	20.8		
Turquie	72.8	696.4	9060	142.8	150	15634	2.7	24.3		18.4
Etats-Unis	309.1	14011	46330	1578.4	1964.7	687105	4.7	23.9		

^a Source: Données de la Banque mondiale (<http://data.worldbank.org>)^b Source: SIPRI (<http://sipri.org>)^c Source: Données de l'OCDE (<http://stats.oecd.org/index.aspx>)^d Source: Données des Nations-Unies (<http://data.un.org>)^e Source: Eurostat (<http://lep.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/eurostat/home/>)^f Source: Population en 2010, Données de l'ONU (<http://data.un.org>)^g Source: Données de l'ONU pour 2009 (<http://data.un.org>)

DC ont annoncé qu'ils se proposaient d'engager un dialogue «plus large sur les principales questions de politique économique et financière entre les économies systématiquement importantes et de promouvoir la coopération dans le but de parvenir à une croissance mondiale stable et durable économique qui profite à tous. »

Ils ont en outre annoncé qu'ils allaient inviter leurs homologues «d'un certain nombre de pays d'importance systémique en provenance d'autres régions du monde» à une réunion à Berlin en décembre 1999.

Cette annonce a marqué la naissance officielle de ce qui a fini d'être connu comme le Groupe des Vingt (G-20). Il se compose de 19 pays - Argentine, Australie, Brésil, Canada, Chine, France, Allemagne, Inde, Indonésie, Italie, Japon, République de Corée, le Mexique, la Fédération de Russie, l'Arabie Saoudite, Afrique du Sud, la Turquie, le Royaume-Uni et les Etats-Unis - plus l'Union européenne en tant que 20e membre.

Le Directeur général du FMI et le Président de la Banque mondiale, ainsi que les présidents du Comité monétaire et financier international (CMFI) et du Comité du développement (DC), ont également participé d'office aux réunions du G-20 des ministres des Finances et des gouverneurs des Banques centrales depuis sa création.

Quel était le mandat originel du G-20?

Selon ses propres déclarations, le G-20 a été créé pour fournir un nouveau mécanisme de dialogue informel dans le cadre du système institutionnel de Bretton Woods, afin d'élargir les discussions sur les principales questions de politique économique et financière entre les économies d'importance systémique et de promouvoir la coopération pour atteindre une croissance économique mondiale stable et durable qui profite à tous. **all.**²

Le G-20 autoproclamé avait pour mandat d'aider à façonner l'agenda international, pour discuter de questions économiques et financières dans les domaines où un consensus n'a pas encore été obtenu. Son but avoué était de servir de forum pour la discussion des moyens de prévenir et de résoudre les crises financières internationales.

Bien que son objectif initial ait été axé sur les questions liées à la stabilité financière internationale, le G-20 est allé plus loin dans la lutte contre un large éventail de questions économiques à long terme qui

affectent l'économie mondiale. Parmi celles-ci, il ya les questions de développement stable et durable, l'efficacité des programmes d'aide, l'intégration économique régionale, le développement des marchés financiers nationaux, la sécurité alimentaire, l'aide au commerce, et le partage des connaissances.

Quelle est l'influence de l'évolution du paysage économique mondial sur le G-20?

L'inclusion des économies émergentes au sein du G-20 souligne l'évolution du paysage économique mondial dans lequel l'Occident perd sa domination tous azimuts. La montée en puissance économique des pays du groupe BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) est en train de remodeler les affaires du monde, non seulement en termes économiques, mais dans d'autres aspects de la gouvernance mondiale également.

Les pays membres des BRICS représentaient 21 pour cent du PIB mondial en termes de parité des pouvoirs d'achat (PPA) en 2010. La Chine a dépassé le Japon pour devenir la deuxième économie du monde après les Etats-Unis à la suite de plus de trois décennies de croissance en moyenne de 10 pour cent.³ Le FMI prédit que la Chine dépassera les Etats-Unis en 2016.

Les pays BRICS ont enregistré le rebond le plus rapide après le krach de 2008. Le PIB de l'Inde a augmenté de 8,2 pour cent au quatrième trimestre de 2010, celui du Brésil de 5 pour cent, celui de la Russie de 4,5 pour cent et celui de l'Afrique du Sud de 3,8 pour cent. La croissance aux États-Unis était de 2,8 pour cent tandis que celle de la zone euro était de 2 pour cent durant la même période.⁴

Les BRICS possèdent une somme combinée de 4,3 mille milliards de réserves de trésorerie durs, avec la Chine maintenant 3,2 mille milliards de dollars de réserves,⁵ ou les trois quarts de celle-ci, le Brésil détient plus de 350 milliards et l'Inde plus de 320 milliards de dollars.⁶

Il ya un déplacement continu des relations de pouvoir dans l'arène économique de plus en plus vers les économies émergentes, qui sont censées représenter 60 pour cent de la croissance économique mondiale d'ici à 2014.⁷

Le secret du succès des BRIC? Le premier est certainement le fait qu'ils n'ont pas suivi les dogmes néolibéraux prescrits par le « Consensus de Washington ». Ils ont affirmé leur souveraineté et décidé de prendre les rênes de leur propre stratégie économique la mieux adaptée à leurs besoins et à leurs objectifs. L'État est fortement impliqué dans la direction du processus de développement économique, en appuyant les industries nationales et en fournissant un soutien financier et à celui du marché.

Les BRICS peuvent-ils faire la différence?

Alors que les BRICS ne possèdent pas encore la capacité de transformer radicalement la politique économique internationale, ils possèdent suffisamment d'influence pour mettre en place la résistance contre les impositions des pays du G7.

Au cours de leur Sommet d'avril 2011 dans la ville de Sanya en Chine, les chefs d'Etat des pays BRICS ont promis une plus grande coopération entre eux. Dans leur communiqué, les chefs d'Etat ont déclaré, sous le thème «une Vision large, une Prospérité partagée,» qu'ils «ont mené des discussions franches et en profondeur et ont atteint un large consensus sur le renforcement de la coopération au sein des BRICS ainsi que sur la promotion de la coordination sur les questions internationales et régionales d'intérêt commun. «(Communiqué de Sanya)

Ils ont convenu de renforcer davantage les échanges intra-bloc en développant le commerce non seulement dans les matières premières, mais aussi en produits à valeur ajoutée. Le volume total du commerce entre les pays BRICS a atteint 230 milliards de dollars en 2010.

En outre, les pays BRICS ont annoncé leur décision de cesser les paiements commerciaux mutuels en dollars américains et à la place, ils vont utiliser leurs monnaies nationales. Leurs banques de développement respectives ont également signé un accord visant à changer progressivement les prêts effectués en dollars américains vers d'autres devises. Cela était destiné à renforcer la coopération financière entre eux et à étendre la portée internationale de leurs monnaies nationales.

Abordant d'autres questions, ils ont appelé à «une réforme globale de l'ONU, y compris son Conseil de sécurité.» La Chine et la Russie ont déclaré qu'elles appuieraient les aspirations de l'Inde, du Brésil et de l'Afrique du Sud pour devenir membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies.⁸

Ils ont également appelé à «une réalisation rapide des objectifs de la réforme du Fonds monétaire international qui ont acceptés lors de précédents sommets du G20 et réitéré que la structure de la gouvernance des institutions financières internationales (IFI) doit refléter les changements intervenus dans l'économie mondiale, l'augmentation des voix et la représentation des économies émergentes et des pays en développement. »(Communiqué de Sanya)

L'Europe de l'Ouest prise dans son ensemble a un peu moins de 24 pour cent de l'économie mondiale, par rapport à la part des BRIC qui est de 21 pour cent. Pourtant, les Européens détiennent 32 pour cent des votes au sein du FMI, tandis que les BRICS n'en contrôlent que 11 pour cent. Le but ultime des pays BRICS est de mettre fin au monopole de 65 ans des États-Unis et de l'Europe sur les postes de direction à la Banque mondiale et au FMI.⁹

Quels étaient les résultats des Sommets successifs du G20?

Répondant à la pression d'agir immédiatement, Sommets des chefs d'État ou de gouvernement des pays du G-20 ont eu lieu depuis 2008 en plus des réunions du G20 des ministres des Finances et des gouverneurs des Banques centrales, qui ont continué à se réunir pour préparer les Sommet des dirigeants et mettre en œuvre leurs décisions

Le premier sommet s'est tenu à Washington, DC en 2008. Depuis lors, les dirigeants du G20 se sont réunis deux fois par an à Londres et à Pittsburgh en 2009, et à Toronto et à Séoul en 2010. Le Sommet de 2011 a eu lieu à Cannes, en France, et désormais, qui se tiendra seulement une fois par an. Le Mexique présidera et sera l'hôte du Sommet des dirigeants en 2012.

Le Sommet de Washington de 2008

En 2008, les dirigeants du G-20 ont déclaré qu'ils avaient atteint une compréhension commune des causes profondes de la crise mondiale. Ils avaient convenu de prendre des mesures pour résoudre la crise immédiate et s'étaient mis d'accord sur des principes communs pour réformer les marchés financiers. Ils avaient également réaffirmé leur attachement aux principes du marché libre.

Ils avaient promis de réformer l'architecture financière internationale en renforçant la transparence dans les marchés financiers internationaux, l'introduction de la réglementation et de la réforme des institutions de Bretton Woods en vue d'accroître leur légitimité et leur efficacité.

Le Sommet de Londres d'avril 2009

Face à la pire crise financière et économique depuis la Grande Dépression, les dirigeants du G-20 ont été unanimes dans leur décision d'intervenir massivement pour sauver les grandes banques de la faillite. Au cours du Sommet d'avril 2009, un fonds de 1,1 mille milliards de dollars a été promis en vue d'augmenter les ressources nécessaires pour prêter de l'argent aux économies en difficulté, d'augmenter le financement du commerce, d'augmenter l'allocation des droits de tirage spéciaux (DTS) et soutenir les engagements des banques multilatérales de développement à prêter aux pays pauvres.

Cependant, il y avait désaccord, même parmi les pays développés, sur la meilleure façon d'avancer après avoir mis le feu. Le Royaume-Uni et les États-Unis voulaient un stimulus financier important tandis que la France et l'Allemagne favorisaient une réglementation plus stricte et des mesures d'austérité financière.

Le Sommet de Pittsburgh de septembre 2009

Une des annonces majeures sorties du Sommet de Pittsburgh, c'est que le G20 serait désormais devenu le conseil primordial pour la coopération économique internationale à la place du G-8. Ce dernier continuera à se réunir sur les questions de sécurité majeures.

La décision a été prise apparemment pour y inclure d'importants pays en développement comme la Chine, l'Inde et le Brésil, qui n'étaient pas membres du G-8, dans le domaine de l'économie internationale la prise de décision et de gouvernance.

Le Sommet de Toronto de juin 2010

Le foyer principal des discussions du Sommet de Toronto a été la reprise de la récession mondiale actuelle et la crise de la dette européenne. Les

dirigeants du Sommet ont été divisés sur les stratégies qui seraient les mieux adaptées pour résoudre ces problèmes.

L'Union européenne a souligné la nécessité de réduire leurs déficits en mettant l'accent sur les mesures d'austérité. En revanche, les Etats-Unis et la Chine ont fait valoir l'importance de la relance économique pour favoriser la croissance des dépenses.

Parmi les spécificités proposées par l'Union européenne étaient une taxe bancaire mondiale et d'une taxe Robin des Bois, mais ces plans ont été opposés par les Etats-Unis et le Canada.

Le Sommet de Séoul de novembre 2010

Dans leur réunion de novembre 2010, les dirigeants du G20 ont convenu d'appuyer le Consensus de développement de Séoul, un ensemble de lignes directrices et de principes soi-disant destinés à travailler ensemble avec les pays moins développés à améliorer la croissance économique et à réduire la pauvreté. Contrairement à l'ancien « Consensus de Washington », le « Consensus de Séoul » semble être moins orienté vers le marché libre et ouvert à un plus grand rôle pour les interventions de l'Etat.

Est-ce que le G-20 a évolué par rapport à son rôle et son mandat initiaux?

Le sommet de Pittsburgh en 2009 a déclaré que le G-20 a été le remplacement du G-8 comme le premier forum pour l'élaboration de consensus international sur les questions économiques mondiales. Puis, le G-20 au Sommet de Séoul en 2010 a fait une affirmation audacieuse que désormais le soi-disant Consensus de Séoul allait maintenant remplacer le très critiqué « Consensus de Washington »

Le Consensus de développement de Séoul pour une croissance partagée est un ensemble de principes et lignes directrices «pour aider les nations du G-20 et d'autres acteurs mondiaux dans le travail avec les pays moins développés afin de stimuler leur croissance économique et à atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement.»

On pourrait dire que, contrairement au Consensus de Washington, le Consensus de Séoul permet un plus grand rôle pour les interventions de

l'Etat. Aussi, plutôt que de chercher à imposer une solution uniforme «top-down», elle postule que les solutions doivent être adaptées aux besoins individuels de pays en développement, avec les pays en développement eux-mêmes prenant l'initiative dans la conception de paquets de réformes politiques et les mieux adaptées à leurs besoins.

Le Consensus de Séoul est basé sur six principes fondamentaux et dispose de neuf «piliers».

Les six principes de base

Les six principes de base sont les suivants:

1. Concentrez-vous sur la croissance économique. La croissance économique est étroitement liée avec la capacité des pays à faible revenu »(PFR) à atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement. Mesures visant à promouvoir une croissance inclusive, durable et résistant devraient avoir préséance sur la routine (les affaires comme d'habitude)
2. Partenariat pour le développement mondial. Les PFR doivent être traités en tant que partenaires égaux, avec l'appropriation nationale de leur propre développement. Les partenariats devraient être transparents et responsables.
3. Questions systémiques mondiales ou régionales. La priorité est accordée aux questions régionales ou systémiques où leur action collective est le mieux placée pour apporter des changements bénéfiques.
4. Participation du secteur privé. L'importance des acteurs privés à la croissance est reconnue, par conséquent, les politiques devraient être favorables aux entreprises.
5. Complémentarité. Il est nécessaire d'éviter la duplication des efforts des autres acteurs mondiaux, concentrant les efforts du G-20 sur les zones où ils ont un avantage comparatif
6. Orientation vers la réalisation. L'accent sera mis sur la réalisation de mesures concrètes pour résoudre les problèmes importants pour obtenir des résultats tangibles.

Les neuf piliers-clés

Les neuf principaux piliers sont les zones jugées ayant besoin de plus d'attention dans les pays en développement. Ce sont : 1) les infrastructures ; 2) les investissements privés et la création d'emplois ; 3) le développement des ressources humaines ; 4) le commerce ; 5) l'inclusion financière ; 6) la croissance résiliente ; 7) la sécurité alimentaire ; 8) la mobilisation des ressources intérieures ; et 9) le partage des connaissances.

Le soi-disant Consensus de Séoul marque-t-il vraiment une rupture radicale d'avec le « Consensus de Washington », maintenant largement discrédité?

Mis à part le fait que le Consensus de Séoul met l'accent «sur la croissance économique au lieu de l'accent mis sur le maintien d'une stabilité macro-économique qui n'a pas une incidence directe sur la croissance économique, et sa reconnaissance du droit des pays à planifier leurs propres stratégies nationales de développement au lieu du concept « une taille pour tout le monde » (one size fits all) de développement, il n'y a vraiment pas beaucoup de différence avec les vieux principes et les politiques promues par le Consensus de Washington.

Le Consensus de Séoul tient toujours pour sacrée la primauté du secteur privé et du marché. L'intervention du gouvernement n'est souhaitable que pour sauver les grandes banques et les sociétés privées qui sont «trop grandes pour faire faillite». Le rôle économique principal du gouvernement est de formuler et appliquer des politiques favorables au secteur privé

Une bonne infrastructure, comme les routes et les ports, est certainement l'un des préalables au développement économique, mais elle n'a pas une incidence directe sur le développement des industries nationales. Les sociétés étrangères sont souvent les principaux bénéficiaires de l'amélioration des routes, des ponts et des ports, pour ne pas mentionner les gros profits que les entrepreneurs étrangers tirent de ces projets de construction.

Le G-20 est pour la promotion de soi-disant partenariats public-privé (PPP) dans la réalisation de grands projets d'infrastructure. Il a nommé un panel de 17 individus, principalement du secteur privé, pour examiner les plans de financement des infrastructures des banques multilatérales de développement (BMD) et faire des recommandations. Les membres du panel représentent principalement les intérêts de l'investissement privé et les grandes entreprises d'assurances. De graves préoccupations ont été soulevées que les propositions pourraient être structurées en faveur des entreprises multinationales au détriment des gouvernements des pays en développement.

L'accent mis sur la mobilisation des ressources intérieures est une bonne chose, étant donné que compter trop sur l'aide extérieure signifie souvent être assujéti à une interférence extérieure injustifiée, mais cela ressemble à une tentative de la part des pays développés à renier leurs engagements comme donateurs dans le cadre des Objectifs du millénaire pour le développement. Les pays en développement, bien sûr, à ce stade ne disposent pas de ressources suffisantes pour alimenter un programme d'industrialisation ambitieuse qui serait nécessaire si l'on veut rattraper son retard.

L'engagement avoué d'assurer la sécurité alimentaire ne résout pas le problème de façon décisive, parce que les pays en développement doivent devenir autonomes sur le plan alimentaire afin d'assurer leur sécurité alimentaire à long terme. Le concept habituel des pays développés sur la sécurité alimentaire signifie produire une offre suffisante de produits alimentaires pour le marché. Cela signifie souvent que les pays riches poursuivent leur pratique consistant à fournir d'importantes subventions à leurs sociétés agro-industrielles et la promotion de leur programme d'aide alimentaire qui peut détruire l'agriculture des pays en développement et les garder dépendants des importations alimentaires.

Quel est l'enjeu du Sommet du G-20 de Los Cabos au Mexique?

Alors que la crise de la dette souveraine grecque et le risque d'un nouveau ralentissement mondial remplissent les manchettes des journaux, le Sommet du G-20 qui s'est tenu à Cannes en novembre 2011 est sorti avec

seulement des généralités et des engagements de platitude sur la possibilité d'une action future - y compris sur les questions de taux de change, de la finance climatique, de la volatilité des prix des matières premières, du développement, des négociations commerciales multilatérales, d'un cadre international sur la corruption, et bien plus encore.

Afin de gagner en légitimité, le Sommet de Cannes a institutionnalisé la participation des partenaires sociaux dans le G-20 à travers la reconnaissance de la L-20 (travail) à côté de la B-20 (secteur privé). Il a également créé le Groupe de travail du G-20 sur l'emploi pour se concentrer sur l'emploi des jeunes et demandé à l'OIT, à l'OCDE, au FMI et à la Banque mondiale de faire un rapport aux ministres des Finances du G-20 sur les perspectives mondiales d'emploi et l'impact sur l'emploi du Cadre du G20.

Comme le Mexique a assumé la présidence du G-20 après la France, le président mexicain Felipe Calderon a promis que le Mexique jouerait un rôle important, non seulement sur les questions qui touchent la région, mais aussi dans la résolution de la crise entre les pays développés. Lors d'une réunion de l'Alliance du Pacifique, il a noté que son gouvernement cherche à être un porte-parole pour les pays en développement. Le président mexicain a insisté sur la recherche de solutions immédiates à la crise grecque et a souligné la nécessité de construire un «mur de contention» pour les pays tampons comme l'Italie qui n'ont pas de crise de solvabilité, mais plutôt une crise de crédibilité qui pourrait s'aggraver. Il attribuait la crise à des «déséquilibres» dus aux excédents ou la suraccumulation du capital en Chine et d'autres pays et aux déficits aux États-Unis et en Europe. Le Mexique est également convaincu qu'il doit y avoir un engagement politique renouvelé en faveur du développement durable et la croissance verte. Le gouvernement mexicain va faire pression pour l'expansion de ses travaux dans des domaines comme la mise en œuvre du Fonds Vert pour le Climat, les programmes sociaux ou les filets de sécurité, tel que le Programme des opportunités, et de libre-échange.

Poursuivant la tentative de légitimation du G-20, le Sommet du Mexique vise à mener un large dialogue de sensibilisation qui inclurait:

- Interaction avec les pays non-membres, le système des Nations Unies et les organisations internationales
- B-20 du Sommet mondial pour le secteur privé

- Voir le Forum Pensez-20 de discussion pour les boîtes à idées (think tanks)
- Y-20 qui s'adresse à de jeunes étudiants jeunes et des professionnels
- Un ensemble de dialogues structurés avec les ONG et la société civile

Les priorités identifiées par la présidence mexicaine du G-20 comprennent: (1) la stabilisation économique et les réformes structurelles comme fondations pour la croissance et l'emploi; (2) renforcer le système financier et favoriser l'inclusion financière afin de promouvoir la croissance économique; (3) l'amélioration de l'architecture financière internationale dans un monde interconnecté; (4) renforcer la sécurité alimentaire et le traitement de la volatilité des prix des produits de base, et (5) la promotion du développement durable, la croissance verte et la lutte contre le changement climatique.

Quels sont les problèmes que tous ces Sommets du G-20 n'ont pas réussi à résoudre?

Le mandat officiel du G20 est de «promouvoir un débat ouvert et constructif entre les pays industrialisés et émergents sur les questions clés liées à la stabilité économique mondiale. En contribuant au renforcement de l'architecture financière internationale et en offrant des possibilités de dialogue sur les politiques nationales, la coopération internationale et les institutions financières internationales, le G-20 contribue à soutenir la croissance et le développement à travers le monde.»¹⁰

Le G-20 a été mis en place en 1999 pour éviter une répétition de la crise asiatique de 1997. Après presque une décennie de réunions du G-20, une crise financière encore plus grande a éclaté en 2008 au cœur du système financier mondial et est devenue depuis la pire crise économique qui afflige le monde depuis la Grande Dépression des années 1930. De toute évidence, le G-20 a échoué de manière spectaculaire dans son mandat de base.

Cette dernière crise financière et économique a mis en évidence encore plus crûment que devant les grands déséquilibres structurels dans l'économie mondiale, le G-20, même dans son statut élevé, ne parvient pas à répondre. Pourtant, ce sont précisément les problèmes qui doivent être résolus si nous voulons éviter une autre crise et passer à une voie de développement véritablement équitable, juste et durable.

Les déséquilibres structurels

Tout d'abord, il y a le grave déséquilibre dans la répartition des revenus entre le capital et le travail.

Le passage à des politiques économiques néolibérales dans les années 1980 - la libéralisation des investissements et du commerce, la privatisation des biens publics, la déréglementation des marchés et la réduction des services sociaux et des dépenses sociales - a stimulé la productivité dans de nombreux pays, mais aggravé les inégalités de revenus. Il y a eu un déclin séculaire de la part du travail dans le revenu national à travers le monde allant des pays développés vers les principales économies émergentes d'Amérique latine, en Asie, ainsi qu'en Europe orientale, qui ont tous partagé des modèles similaires de politiques néolibérales promues par les institutions de Bretton Woods.¹¹ Le résultat net est vers 2000, le 1% le plus riche dans le monde détient 40% des actifs mondiaux, le 2% le plus riche détient 51%, tandis que la moitié la plus pauvre de la population mondiale possède à peine 1% de la richesse mondiale et a connu une baisse de son niveau de vie, une plus grande insécurité et vulnérabilité.¹²

Étant donné que les ménages riches dépensent une plus petite proportion de leur revenu par rapport aux ménages à faibles revenus, la baisse du pouvoir d'achat des familles de la classe ouvrière a dû être compensée par l'encouragement à l'endettement et à l'inflation des actifs afin de maintenir une consommation en hausse en rapport avec les gains de productivité.

Cette condition a également créé un autre déséquilibre structurel majeur dans la macroéconomie – celui entre l'économie réelle et la haute finance. Avec une consommation finalement limitée par le déclin de la part du travail dans le revenu, de nouveaux investissements dans de nouvelles capacités productives (comme les usines et l'emploi) deviennent de moins en moins rentables à la marge. Ainsi, une part rapidement croissante du surplus du capital est la recherche de profits qui n'est pas dans l'économie réelle, mais dans la spéculation financière - un processus parfois appelé la «financiarisation» de l'économie. Cette situation est encore encouragée par la déréglementation dans le secteur financier, ce qui a permis et encouragé la prolifération des transactions sur des valeurs mobilières, produits

dérivés et autres produits financiers « exotiques » qui finissent par gonfler les bulles d'actifs.

Cela peut être vu dans l'augmentation rapide de la valeur du stock financier mondial. D'à peu près égale au PIB mondial en 1980, cette proportion avait doublé de taille en 1993, et vers la fin de l'année 2005, elle avait augmenté à 316% ou plus de trois fois le PIB mondial. Les titres de créances des gouvernements et des acteurs privés représentent plus de la moitié de la croissance globale dans les actifs mondiaux financiers entre 2000 et 2004 - qui indique le rôle de levier ou d'endettement dans la conduite de ce processus. En 2004, chaque jour, les négociations de produits dérivés s'élevaient à 5,7 mille milliards de dollars tandis que le chiffre d'affaires quotidien dans le marché des changes était de 1,9 mille milliards de dollars. Ensemble, ils font 7,6 mille milliards de dollars de chiffre d'affaires quotidien de seulement deux types de flux de capitaux de portefeuille, ce qui dépassait la valeur annuelle des exportations mondiales de marchandises de 300 milliards de dollars.¹³

L'augmentation frénétique de la négociation financière spéculative et l'inflation des actifs qui en résulte représentent l'aliénation croissante de la finance de la production et expliquent en grande partie la volatilité accrue et l'instabilité dans l'économie mondiale d'aujourd'hui.

Une réponse des pays en développement à la volatilité accrue sur les marchés financiers mondialisés et déréglementés est de constituer des réserves comme une forme d'auto-assurance contre la possibilité de sorties soudaines de capitaux. Cette autoprotection a entraîné une accumulation massive de réserves en dollars des États-Unis - le dollar étant la monnaie dominante dans le monde - d'un montant de 3,7 mille milliards de dollars pour tous les pays en développement en 2007.¹⁴ Ces réserves sont, en substance, un transfert de ressources, à des taux d'intérêt très bas, des pays en développement pour les économies développées, en particulier aux États-Unis, qui émettent les monnaies de réserve.

En effet, la croissance tirée par la dette et les déficits de comptes courants qui en ont résulté aux États-Unis sont financés par les excédents des pays en développement, comme la Chine et la Corée du Sud, et les pays riches en pétrole du Moyen Orient qui achètent les obligations du gouvernement des États-Unis.

Cela exacerbe le troisième déséquilibre structurel majeur de l'économie mondiale dans laquelle de précieuses ressources, qui pouvaient être utilisées pour éradiquer la faim et la pauvreté, atténuer le changement climatique et financer le développement durable au Sud, sont utilisées pour stimuler une consommation insoutenable et l'accumulation de capital au Nord.

Selon les estimations de l'ONU, les pays du Sud transfèrent des ressources au Nord à un taux d'environ 500 milliards de dollars par an depuis 2000, atteignant un niveau record de 891 milliards en 2008. Cela signifie que les paiements d'intérêt sur la dette, les transferts de profits, et les investissements sur les marchés des capitaux dans les économies des pays développés ont plus dépassé les flux financiers allant aux pays développés.¹⁵

Enfin, il y a le déséquilibre structurel en termes de participation démocratique à la gouvernance mondiale. Le G-20 – qui s'autoproclame "le premier forum pour la coopération économique internationale" – exclut le reste des pays du G192. Pas un seul pays moins avancé n'est représenté dans le G-20, sans mentionner la voix de la société civile. Les IFI, qui ont reçu mandat du G-20 d'assumer le rôle central de traiter la crise au niveau international, ne représentent pas les intérêts des pays pauvres comme auparavant. Le G-20 a fait des propositions du bout des lèvres pour reformer le système de vote au sein du FMI. Mais celles-ci bénéficient principalement les pays à revenu intermédiaire et les économies de marché émergentes dont le vote va augmenter de 5% au FMI et de 3% à la Banque mondiale – dans le but d'inciter les pays excédentaires à prendre des parts plus importantes dans ces institutions. Mais les pays à bas revenus n'ont rien à gagner en termes de droits de vote, en particulier l'Afrique au Sud du Sahara.

Ces quatre déséquilibres structurels sont liés entre eux et constituent des échecs systémiques du modèle de développement néolibéral qui a été déconsidéré par la présente crise financière et économique mondiale.

La réponse inappropriée du G20

La réponse officielle à la crise, cependant, ignore virtuellement ces déséquilibres structurels et met plutôt seulement l'accent sur les questions de liquidité et l'échec de la régulation.

Les économies riches ont répondu avec des plans de sauvetage massifs pour leurs institutions financières qui sont considérées comme trop grandes pour tomber en faillite. Cela a réussi à stabiliser les marchés financiers et à prévenir une plus grande récession dans les pays développés. Mais les pays en développement qui n'ont pratiquement aucune responsabilité dans la crise ont à peine les ressources et un espace politique limité pour faire face aux impacts.

Les dirigeants du G20 se sont engagés à procurer un montant additionnel de 1,1 mille milliards de financement d'urgence pour contrer la récession mondiale - avec 750 milliards de dollars pour être acheminés par le FMI. Sur les 1,1 mille milliards de dollars promis, seulement 240 milliards de dollars sont prévus pour aller aux pays en développement et 50 milliards de dollars aux pays à faible revenu qui ont le plus besoin de ressources supplémentaires. Il s'agit d'un montant dérisoire par rapport aux 20 mille milliards de dollars (ou environ 30% du PIB mondial) commis par les économies riches pour recapitaliser les banques, prendre en charge partielle ou totale du gouvernement de les institutions financières en difficulté et de fournir des garanties sur les dépôts bancaires et autres avoirs financiers.¹⁶

Le G-20 a également instruit le FMI à émettre 250 milliards de dollars aux pays membres sous la forme de droits de tirage spéciaux (DTS), des actifs de réserve du FMI, afin de stimuler la liquidité mondiale. Mais les actions sont attribuées en fonction des contributions du FMI. D'où la plus grande part de l'allocation de 250 milliards de dollars est allée aux États-Unis (USD 42,6 milliards), tandis que les pays en développement devraient obtenir des 90 milliards de dollars. Pays à faible revenu (PFR) sont d'obtenir 18 milliards USD et Afrique sub-saharienne ne peut prétendre à 10 milliards de dollars.

Malgré les engagements pris par les donateurs à accroître leur aide aux Gleneagles du G-8 et le G-20 à Londres Sommet en 2009, un certain nombre de pays donateurs ont réduit leur aide par rapport aux niveaux annoncés précédemment. France et dans certains autres pays de l'UE ont soit revenue à la cible minimale de l'UE, ou prorogé le délai pour atteindre leurs objectifs minimaux. En outre, puisque la plupart des bailleurs de fonds lient leurs niveaux d'aide à leur revenu national brut, les perspectives de croissance réduit également diminuer la valeur réelle de leurs engagements ciblés.¹⁷

D'autre part, les institutions financières internationales ont accru leur activité de prêt à fournir des liquidités supplémentaires aux pays pauvres. Mais ce qui crée des crises d'endettement potentiels dans un avenir proche. Le ratio de la dette au PIB de 28 pays est déjà supérieur à ce que le FMI considère un seuil durable à plus de 60 pour cent.¹⁸ En outre, les institutions financières internationales (en particulier le FMI) restent plus que jamais déterminées à imposer les mêmes prescriptions politiques néolibérales sur les pays en développement qui ont besoin de leur aide. Il s'agit notamment de politiques pro-cycliques monétaires et budgétaires qui ont longtemps fait partie de l'aliment de base des conditionnalités du FMI qui aggravent les effets néfastes du ralentissement économique sur les pays en développement. Le G-20 a non seulement relancé le rôle de l'IFI dans l'économie mondiale avec une nouvelle injection de capital, il a attribué au FMI non réformé le rôle de secrétariat technique de facto. Cela montre que le G-20, comme les institutions financières internationales, reste aussi attaché au paradigme économique néolibéral qui a provoqué cette crise.

En ce qui concerne l'amélioration de la réglementation financière, le G-20 apparaît manquer de volonté politique dans la lutte contre la spéculation financière et obliger les institutions financières à rendre des comptes publiquement. Il promet simplement de sortir avec les règles sur les exigences de fonds propres des banques d'ici la fin de 2010 pour la mise en œuvre d'ici la fin de l'année 2012; incite les entreprises à réformer les politiques de rémunération pour décourager la prise de risques excessifs; appels pour une meilleure transparence dans les marchés dérivés, et promet de sortir avec les normes prudentielles pour «les institutions financières systématiquement importantes» d'ici la fin de l'année 2010.

Nulle part dans l'ordre du jour politique officiel sont annoncées des mesures pour faire face à la baisse de longue durée dans les parts de revenu et le niveau de vie des travailleurs pauvres, qui constituent la majorité de la population tant dans les pays développés que dans ceux en développement. Le soutien aux mesures de protection sociale, tels que les transferts monétaires conditionnels et une assurance sociale élargie, peut apporter un certain soulagement ou un amortissement pour les ménages les plus pauvres, mais ne peut pas compenser la destruction généralisée des moyens de subsistance résultant de la crise et des politiques qui découragent la reprise tirée par les emplois ou encore déprime les conditions de vie de la majorité de la population.

En vérité, les déclarations prudentes du G20 selon lesquelles la crise est terminée et parlant du passage de stimulant économique à la «consolidation fiscale» dans les principales économies du monde, ont suscité des craintes d'une récession à double creux.¹⁹

La réponse politique néolibérale standard pour faire face à des déficits budgétaires - dont le G-20 et le FMI font la promotion - signifie plus de coupures dans les services publics, la sécurité sociale et les pensions publiques, ainsi que les réformes fiscales régressives. Le résultat de ceci est que les familles de travailleurs sont contraintes de payer pour les coûts de la crise mondiale à plusieurs reprises, par le biais des revenus en baisse et la hausse du chômage, puis à travers un accès réduit aux services sociaux afin de payer pour les documents donnés aux géants financiers responsables de la crise. L'aggravation des inégalités et des déséquilibres structurels mêmes va sûrement conduire à de nouvelles convulsions financières et à des crises économiques profondes dans l'avenir.

Encadré 1. Qu'est-ce que l'initiative d'Escoto à l'ONU (Commission Stiglitz)?

La Commission d'experts sur les réformes du système monétaire et financier international, également connue sous le nom de la Commission Stiglitz, a été convoquée par le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, Miguel d'Escoto Brockmann, afin « d'examiner les rouages du système financier mondial, y compris les organismes majeurs, tels que la Banque mondiale et le FMI, et de suggérer des mesures à prendre par les États membres pour assurer un ordre plus juste et plus durable de l'économie mondiale ».

Ce fut en réponse à l'éclatement de la crise financière en 2008 qui a pris naissance dans les pays avancés, mais s'est rapidement propagée pour devenir une crise économique mondiale qui a touché tous les pays, y compris les économies émergentes et les pays les moins développés.

Nommé à la présidence de la Commission d'experts a été professeur Joseph Stiglitz, lauréat en 2001 du prix Nobel d'économie, avec notamment d'éminents économistes et des décideurs en provenance du Japon, d'Europe de l'Ouest, d'Afrique, d'Amérique latine, d'Asie du Sud, et d'Asie de l'Est. La Commission a présenté son rapport et des recommandations le 19 mars 2009.

Dans ce rapport, la Commission a observé que la propagation rapide de la crise financière à partir d'un petit nombre de pays développés qui a mis dans le gouffre l'économie mondiale a montré la nécessité urgente pour le commerce international et le système financier d'être profondément réformés pour répondre aux besoins et aux défis posés par les conditions nouvelles du 21^e siècle.

Le rapport a souligné que des crises économiques passées ont eu un impact défavorable disproportionné sur les pauvres, qui sont les moins capables de supporter les coûts, qui peuvent avoir des conséquences longtemps après la crise est terminée.

La Commission a indiqué qu'une approche véritablement inclusive était nécessaire, en reconnaissant l'importance de tous les pays dans le processus de réforme. Cette réponse globale et inclusive, devrait voir la participation de la communauté internationale dans son ensemble qui englobe non seulement le G-7 ou G-8 ou encore le G-20, mais les représentants de tous les membres de l'Organisation des Nations Unies.

La Commission a déclaré que la crise actuelle a révélé la croyance erronée dans le fonctionnement autocorrectif et efficace du marché. Bien que cela ait apporté des avantages à certains, il a également permis que des défauts dans un système économique se propagent rapidement à travers le monde, ce qui porte les récessions et les appauvrissements aux pays en développement.

Parmi les recommandations importantes de la Commission sont les suivants:

1) Un nouveau système de réserve mondiale qui peut être considéré comme un droit de tirage spécial (DTS) considérablement élargi, qui contribuerait à la stabilité mondiale, la puissance économique, et l'équité mondiale. Les dangers d'un système de réserve d'un seul pays ont été reconnus depuis longtemps, comme l'accumulation de la dette saps la confiance et la stabilité.

2) Le rapport cite le consensus international croissant en faveur de la réforme de la gouvernance, la responsabilisation et la transparence dans les institutions de Bretton Woods. Les infirmités de ces établissements ont réduit leur capacité de prendre des mesures adéquates pour prévenir et réagir face aux crises.

Leurs politiques ont également défavorisé des pays en développement et les économies de marché émergentes par l'imposition de politiques pro-cycliques qui aggravent les effets de la récession et empêchent la relance. D'importantes réformes dans la gouvernance de ces institutions ont été proposées, y compris celles qui donnent une plus grande voix aux pays en développement et une plus grande transparence.

3) La Commission a proposé la création d'un Conseil économique mondial pour aborder des domaines de préoccupation dans le fonctionnement du système économique mondial d'une manière globale. À un niveau équivalent à celui de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, un tel Conseil économique mondial se réunirait chaque année au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement pour évaluer les évolutions et assurer un leadership dans les questions économiques, sociales et écologiques.

Un tel Conseil pourrait également promouvoir la responsabilisation de toutes les organisations internationales économiques et aider à établir le programme de réformes économiques globales et financières.

Toutes les institutions mondiales importantes, tels que la Banque mondiale, le FMI, l'OMC, l'OIT et les membres du Secrétariat de l'ONU traitant des questions économiques et sociales, seraient de fournir des informations de support et participer au sein du Conseil.

Ce Conseil peut fournir une alternative plus démocratique représentant le G-20. Le battage médiatique donné au G-20 a eu pour effet de marginaliser l'ONU et ses agences, où au moins même le pays le plus pauvre a une représentation et une voix.

Encadré 2. Qu'est-ce que le G77 ? Et qu'est-ce que le NOEI?

Le Groupe des 77 aux Nations Unies est une coalition de pays en développement créé par ses membres pour promouvoir leurs intérêts économiques collectifs, développer une meilleure capacité de négociation commune à l'ONU, et promouvoir la coopération Sud-Sud. Il y avait 77 membres fondateurs, mais l'organisation a depuis étendu son nombre à 131 pays membres - ce qui en fait la plus grande organisation intergouvernementale de pays en développement. Elle a conservé le nom G-77 en raison de son importance historique.

Le groupe a été lancé le 15 Juin, 1964, avec la «Déclaration conjointe des soixante-dix sept pays» émise lors de la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (CNUCED).

La CNUCED a été mise en place sur la base des préoccupations des pays en développement au cours sur les activités du marché international, des multinationales, et la grande disparité entre les pays développés et pays en développement. Elle est venue à être étroitement associée dans les années 1970 et 1980 avec l'idée d'un Nouvel ordre économique international (NOEI).

Le NOEI était un ensemble complet d'options de politiques multilatérales qui visent à améliorer la situation des pays en développement dans l'économie mondiale par rapport aux Etats les plus riches. Le concept a été mis en place à la réunion du Mouvement des pays non-alignés (MNA) qui s'est tenue à Alger en septembre 1973.²⁰

Les dirigeants du MNA par la suite demandé une session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies pour résoudre les problèmes liés au commerce international des matières premières. C'est à cette session en avril 1974 que le G-77 a présenté et obtenu l'adoption de la Déclaration et du Programme d'action pour un nouvel ordre économique international, malgré le manque de soutien des États-Unis et d'un petit groupe de pays développés.²¹

Dans cette déclaration, les membres de l'ONU ont proclamé leur "détermination commune à travailler d'urgence à l'établissement d'un nouvel ordre économique international, fondé sur l'équité, l'égalité souveraine, l'interdépendance, l'intérêt commun et la coopération entre tous les États, indépendamment de leurs systèmes économiques et sociaux, qui doit corriger les inégalités et rectifier les injustices actuelles, permettre d'éliminer le fossé croissant entre pays développés et les pays en développement et d'assurer de façon constante l'accélération du développement économique et social et de la paix et de la justice pour les générations présentes et futures."²²

La déclaration a cité l'indépendance d'un grand nombre de peuples et des nations de la domination coloniale et étrangère comme la plus grande réalisation et la plus importante au cours des dernières décennies.

Elle a déclaré que le progrès technologique a permis de résoudre le problème de la pauvreté et d'améliorer le bien-être de tous les peuples et pourtant la majorité des pays restent englués dans la pauvreté et le sous-développement.

Il a fait observer que les vestiges de la domination étrangère et coloniale, l'occupation étrangère, la discrimination raciale, l'apartheid et le néo-colonialisme persistent et servir les plus grands obstacles à la pleine émancipation et le progrès des pays en développement.

La Déclaration souligne que la politique, économique et sociale du bien-être des générations présentes et futures dépend plus que jamais sur la coopération entre tous les membres de la communauté internationale sur la base de l'égalité souveraine et de la suppression des grandes disparités qui existent entre eux.

Certains des principes importants sur lesquels le nouvel ordre économique international devait être fondé ont été définis comme suit:

1) L'égalité souveraine des États, l'autodétermination de tous les peuples, inadmissibilité de l'acquisition de territoires par la force, l'intégrité territoriale et la non-ingérence dans les affaires intérieures d'autres Etats.

2) La participation pleine et effective sur la base de l'égalité de tous les pays dans la résolution de problèmes économiques mondiaux dans l'intérêt commun de tous les pays, en gardant à l'esprit la nécessité d'assurer le développement accéléré de tous les pays en développement.

3) Le droit de chaque pays à adopter le système économique et social qu'il juge le plus approprié pour son propre développement.

4) Souveraineté entière et permanente de chaque Etat sur ses ressources naturelles et toutes les activités économiques. Chaque État est en droit d'exercer un contrôle effectif sur elles, y compris le droit à la nationalisation. Aucun Etat ne peut être soumis aux droits économiques, politiques ou tout autre type de contrainte pour empêcher le libre et plein exercice de ce droit inaliénable.

5) Réglementation et la supervision des activités des sociétés transnationales en prenant des mesures dans l'intérêt des économies nationales des pays où ces sociétés transnationales opèrent.

6) Le traitement préférentiel et non réciproque pour les pays en développement, la mesure du possible, dans tous les domaines de la vie économique de la coopération internationale chaque fois que possible.

7) Le renforcement, par des actions individuelles et collectives, de la mutuelle économique, commerciale, financière et coopération technique entre les pays en développement. (Déclaration sur la création d'un nouvel ordre économique international, 1974)

Ces principes énoncés plus de trente ans restent valables il y a plus que jamais dans le monde d'aujourd'hui. Le Japon se remettre des ruines de la Seconde Guerre mondiale et à dépasser ses niveaux d'avant-guerre industriels, tandis que la Corée du Sud et à Taiwan permettrait d'atteindre l'industrialisation tardive, en appliquant la plupart de ces principes dans leur stratégie de développement.

Mais les Etats-Unis avec d'autres pays développés ont tout essayé pour discréditer ces principes et de bloquer la mise en œuvre de politiques visant à réduire les disparités entre les pays développés et en développement. Ces efforts ont abouti à la déclaration unilatérale du président américain Ronald Reagan sur la mort du NOEI lors du Sommet de Cancun 1981 sur les questions de développement international.

Les pays développés, menés par les États-Unis, ont par la suite réussi à adopter à toute vapeur le paradigme néolibéral appelé le Consensus de Washington en tant que cadre pour la gouvernance économique mondiale. Et cela reste le cadre fondamental de du G20 aujourd'hui.

Le G-20: Chance ou Calamité?

Le G-20 a été formé à l'initiative des pays du G-7 à un moment où de sérieuses questions ont été soulevées contre les politiques des institutions de Bretton Woods qui ont été très largement sous le contrôle des pays du G-7 et leurs alliés. Les politiques néolibérales sur la base du Consensus de Washington ont été imposées aux pays en développement en tant que les conditionnalités pour l'accès aux prêts et dons. Ces politiques ont abouti à la stagnation économique de nombreux pays du tiers monde qualifiée à juste titre de «décennies perdues».

En conséquence, les réunions du G-7 et du G-8 ont été régulièrement harcelées par les protestations des organisations populaires et des mouvements sociaux dénonçant les politiques ruineuses être prescrites par les institutions de Bretton Woods en vertu du contrôle du G7.

De vives critiques ont également été adressées au G-7 pour être élitiste et antidémocratique. Beaucoup ont été remis en cause son mandat autoproclamé de formuler des politiques à huis clos qui décident du sort de l'humanité tout entière.

Les pays du G-7 avaient été forcés dans un coin. Ils ont dû répondre aux critiques de la légitimité. Et ils ne pouvaient plus ignorer la puissance économique croissante des pays BRICS.

Les pays du G-7 avaient besoin d'une entité comme le G-20 qui serait sous son contrôle, mais ayant une certaine légitimité, il a inclus en son sein les pays émergents à économie de marché à croissance rapide qui se sont publiquement identifiés avec la grande majorité des pays en développement.

La formation du G-20 peut être considérée comme une tentative des pays du G-7 à coopter les pays émergents à économie de marché et d'employer la tactique de diviser pour mieux régner contre les BRICS et le monde en développement afin que les mêmes principes du marché libre qui ont assuré leur domination, mais se sont avérés si désastreux pour l'économie mondiale en particulier pour les pays pauvres ne peuvent continuer de prévaloir.

Jusqu'ici, les pays BRICS se sont identifiés avec les pays en développement. La question est, vont-ils succomber à la flatterie et être cooptés par les pays du G-7?

Beaucoup de tapage a été généré dans les médias occidentaux au sujet de déclarations du G-20 au sommet sur la réforme de l'architecture financière internationale et les orientations stratégiques et la gouvernance des institutions de Bretton Woods et ainsi de suite. Aucune de ces promesses de réformes en sont venus à passer.

Le G-20 n'est pas un organe directeur qui met en œuvre des politiques. Comme les initiateurs du G-20 eux-mêmes ont dit, il est un forum informel qui discute des questions économiques à parvenir à un consensus. Il n'a pas à prendre des décisions qui sont contraignantes pour les membres. Les pays du G-7 peut donc profiter de la souplesse nécessaire pour pousser à des recommandations lorsque cela leur convient et d'ignorer ou simplement du bout des lèvres à eux quand ils vont à l'encontre de leurs intérêts.

Les institutions qui ont une réelle autorité d'exécution économique sont le FMI, la Banque mondiale et l'OMC. Et ceux-ci sont fermement sous le contrôle des pays du G7. Chaque président de la Banque mondiale a été un citoyen des Etats-Unis et chaque Directeur Général du FMI a été un citoyen européen.

Le FMI et la Banque mondiale continueront d'appliquer les conditionnalités néolibérales et les politiques pro-cycliques qui aggravent les effets de la crise sur les pays en développement. Les règles de l'OMC sont toujours dressées contre les pays en développement et en faveur des pays riches, comme les dispositions de l'ADPIC qui répondent aux intérêts des détenteurs de brevets de sociétés telles que les grandes sociétés pharmaceutiques.

Le G-20 est donc un véhicule pratique pour les pays du G-7 pour gagner la légitimité de leurs positions tout en ayant en même temps la flexibilité que si elles n'obtiennent pas son imprimatur, ils peuvent avoir leur cours de toute façon parce qu'ils contrôlent les leviers de pouvoir dans les institutions économiques qui comptent vraiment - le FMI, la Banque mondiale et l'OMC.

Les pays du G7 possèdent également en l'OTAN une arme plus puissante pour imposer leur volonté sur toute la planète. Comme le montre le cas de la Libye, les pays du G-7 peut encore en faire bon usage de leur supériorité militaire pour sauvegarder leurs intérêts économiques vitaux quand les choses se gâtent. Ils ont inventé de nouveaux codes des phrases telles que «des missions humanitaires» et «responsabilité de protéger» pour masquer leur agression flagrante et légitimer leur violation flagrante de la souveraineté nationale des autres États membres de l'ONU.

La Commission Stiglitz a raison de souligner que, afin d'assurer le bien-être de tous les pays dans un monde de plus en plus intégré, une approche inclusive est nécessaire qui reposerait sur la participation de tous les pays dans la réforme du mode de gouvernance économique mondiale transcendant les groupements, tels que le G-7, le G-8 et le G-20

Le forum approprié pour s'attaquer à la fois les questions à court terme de réponse aux crises et à long terme les problèmes liés aux stratégies de développement économique, comme l'a souligné par le G-77 et la Chine, doit être situé au sein du système des Nations Unies - à condition que de profondes réformes en cours (pas les réformes cosmétiques proposés par les pays du G-7) soient également mises en place pour corriger les **déficiences** démocratiques dans les organes directeurs de cette organisation mondiale.

Conclusion

Le Sommet G-20 à Cannes n'a pas significativement résolu de nombreux problèmes urgents tels que la sécurité/souveraineté alimentaire, le changement climatique, et la taxe sur les transactions financières (TTF) pour freiner la spéculation et de recueillir des fonds pour le développement, entre autres. Il était préoccupé par la crise dans la zone euro.

Mais la principale préoccupation des États-Unis et de l'Union européenne semble être d'empêcher les cessations de paiements en appliquant à des mesures d'austérité au détriment des gens, comme la baisse des salaires, les licenciements des employés du secteur public, la réduction des prestations sociales, et des dépenses consacrées aux services sociaux qui ne peuvent qu'aggraver la crise économique et financière.

Après un léger rebond, l'économie mondiale est de nouveau entrée dans une période de grande incertitude. La croissance économique aux États-Unis reste faible. L'Europe n'est pas encore sortie du bois. Tous les signes indiquent un ralentissement général dans les pays du G7 avec les dernières prévisions de croissance du PIB de seulement 0,5% pour 2011.

Le problème est aggravé par les grandes contraintes sur la capacité des gouvernements à entreprendre des mesures d'amorçage de la pompe-pour stimuler l'expansion en raison de problèmes de dette souveraine à la fois aux États-Unis et l'Europe. Les perspectives d'une récession à double

creux, a continué le chômage élevé et la croissance stagne dans les pays développés présentent des problèmes plus graves pour les pays en développement pires que ce qu'ils ont vécu en 2008.

Le ralentissement dans les pays développés aura sûrement un impact sévère sur les pays en développement dont les économies dépendent fortement des exportations vers les marchés des pays développés, qui ne manquera pas de nuire à leur capacité à maintenir leur croissance économique. Ainsi, la Chine a pris des mesures pour tourner son attention de plus en plus à développer son marché intérieur.

Les peuples du tiers monde ne peuvent pas mettre tous leurs espoirs sur les groupes tels que le G-20 qui sont fortement dominés par les pays du G7. Ils doivent affirmer leur souveraineté à tracer leur propre voie dans le développement industriel, dans l'élaboration de leurs propres investissements et les politiques commerciales, et dans la régulation des flux de capitaux en fonction de leurs besoins et objectifs particuliers.

Les économies de tous les pays doivent répondre aux besoins des gens et ne pas viser seulement à générer des bénéfices des sociétés. Dans les pays capitalistes, les emplois doivent être créés, les revenus ont augmenté, et la consommation plutôt que de verser relancé renflouements aux grandes banques et entreprises industrielles. La production doit être restauré dans le but de générer des moyens de subsistance durables, l'expansion des revenus des populations pauvres, et de répondre aux besoins des gens tout en exploitation dans la capacité de charge de la planète.

La tâche la plus urgente pour les pays du tiers monde reste le développement des économies nationales qui tiennent compte de la relation dialectique et le développement équilibré de l'industrie et l'agriculture. Dans le même temps, la demande de base pour la justice sociale et économique doit être remplie. La réforme agraire est nécessaire pour résoudre le problème de la classe la plus nombreuse dans la majorité des pays en développement en matière de normes de vie meilleures. La souveraineté alimentaire du peuple doit être atteinte.

Les politiques nationales devraient réorienter l'économie vers la création d'emplois décents pour tous, assurer l'accès universel aux services essentiels, et réduire les inégalités entre les sexes long, ethnique, et les lignes géographiques. Cela signifie une plus grande dépendance à l'égard de l'emploi public et les dépenses publiques sur une main-d'œuvre des

services comme l'éducation, la santé, de l'eau, le logement, les investissements en infrastructure publique, et le vert. Cela implique également l'expansion de la propriété publique ou le contrôle public sur les secteurs critiques qui ne peuvent pas être laissés au marché tels que la finance, (alternative) de l'énergie, le transport de masse et d'autres, ainsi que les mesures de redistribution comme la réforme agraire. Ces mesures exigent une plus grande mobilisation des ressources intérieures à travers des réformes fiscales progressives, les contrôles sur les flux de capitaux, les fuites fiscales de bouchage et les flux financiers illicites, la réallocation des budgets militaires, et ainsi de suite.

Les réformes vraiment significatives du système financier mondial sont celles qui soutiennent le développement industriel des économies arriérées, qui annulent les dettes iniques et lourdes, et qui promeuvent le commerce équitable afin d'aider le développement industriel des pays du tiers monde.

Le projet de taxe sur les transactions financières (TTF) internationales, selon certaines estimations, peut recueillir une somme allant de moins de 10 milliards de dollars à mille milliards de dollars chaque année en fonction des taux de couverture et de la taxe.²³ Cela peut ensuite être utilisé pour financer des investissements nationaux sociaux, le développement dans le Sud, ainsi que les biens publics mondiaux, y compris les OMD et l'atténuation du changement climatique et les mesures d'adaptation. Dans le même temps, la TTF a pour but de décourager les transactions financières spéculatives et de réduire la volatilité financière. Ceci est lié aux appels pour la mise en place d'une organisation fiscale internationale (OFI) pour coordonner les efforts pour lutter contre l'évasion fiscale et les paradis fiscaux, et étudier une formule globale de prélèvement d'impôts sur les entreprises multinationales.

Il y a aussi une proposition visant à élargir la portée et l'utilisation des DTS comme monnaie de réserve mondiale.²⁴ L'intention est d'éliminer les distorsions imposées par la dépendance à l'égard du dollar américain comme monnaie de réserve mondiale, de réduire les déséquilibres entre les pays excédentaires et déficitaires, de répondre aux besoins urgents de liquidités des pays en développement en temps de crise, et de fournir des ressources additionnelles aux pays à faible revenu pour le financement du développement.

Il y a aussi des appels pour un moratoire de deux ans sur tous les paiements du service de la dette extérieure des pays en développement, qui

pourrait facilement libérer des ressources supplémentaires d'un montant de 30,5 milliards de dollars annuellement pour 64 des pays les plus endettés du monde, et qui représentent un moyen efficace moyen de dégager des fonds supplémentaires pour l'investissement social critique, tout en veillant à ce qu'il n'y ait pas de dette supplémentaire. Ceci est accompagné par des appels renouvelés pour l'annulation de la dette et la mise en place d'un mécanisme équitable et transparent d'arbitrage de la dette souveraine. Ce mécanisme doit faciliter la restructuration ordonnée, prévisible et rapide de la dette souveraine insoutenable; d'équilibrer les intérêts des pays créanciers et ceux des nations débitrices, et reliant les conditions de remboursement aux droits économiques, sociaux et culturels, ainsi qu'aux conditions environnementales.²⁵

Ces réformes proposées vont main dans la main avec des appels à des changements dans les institutions multilatérales, y compris les institutions financières internationales, tant en termes d'orientation et de la gouvernance. Ces institutions doivent poursuivre des politiques qui favorisent les intérêts publics de personnes et de la planète au lieu des profits. Dans le même temps, les structures de gouvernance mondiale doivent devenir plus inclusives et plus représentatives et redevables aux besoins, intérêts et opinions de tous les pays, pas seulement des pays riches et puissants.

Tous ces éléments peuvent servir de diverses composantes d'un programme complet qui aborde les effets immédiats de la crise mondiale, répond aux besoins urgents de la population, et sert de premier pas vers plus de changements profonds qui, fondamentalement, vont remodeler l'économie mondiale, sa gouvernance et ses institutions.

Tout programme de développement digne de ce nom doit prendre en compte ces questions fondamentales. Sinon, l'humanité sera toujours soumise à des crises sans fin et à la persistance de la pauvreté mondiale qui frappe la grande majorité des peuples du monde - sans parler de la destruction de la biosphère de la planète en raison de la dégradation de l'environnement résultant de l'exploitation effrénée des ressources de la terre dans la poursuite des bénéfices par les entreprises.

Nous réitérons les principes, mis en avant par les pays en développement dans leur quête d'un nouvel ordre économique international pour faire face aux grandes inégalités mondiales, qui restent comme suit:

L'égalité souveraine des États, le droit à l'autodétermination de tous les peuples, inadmissibilité de l'acquisition de territoires par la force,

↳intégrité territoriale et la non-ingérence dans les affaires intérieures
 ↳autres Etats.

La participation pleine et effective de tous les pays, sur la base de l'égalité, dans la résolution des problèmes économiques mondiaux dans leur intérêt commun - en gardant à l'esprit la nécessité d'assurer le développement accéléré de tous les pays en développement.

Le droit de chaque pays à adopter le système économique et social qu'il juge le plus approprié pour son propre développement.

Souveraineté entière et permanente de chaque Etat sur ses ressources naturelles et toutes les activités économiques. Chaque État est en droit d'exercer un contrôle effectif sur ces ressources et les activités, y compris le droit à la nationalisation. Aucun Etat ne peut être soumis à la contrainte économique, politique ou tout autre type de contrainte pour empêcher le libre et plein exercice de ce droit inaliénable.

Réglementation et la supervision des activités des sociétés transnationales en prenant des mesures dans l'intérêt des économies nationales des pays où ces sociétés transnationales opèrent.

Le traitement préférentiel et non réciproque pour les pays en développement, la mesure du possible, dans tous les domaines de la vie économique de la coopération internationale chaque fois que possible.

Le renforcement, par des actions individuelles et collectives, de la coopération mutuelle économique, commerciale, financière et technique entre les pays en développement.

Ces principes ont servi les pays BRICS bien dans leur campagne réussie pour sortir du bourbier du sous-développement. Ceux-ci devraient servir les autres pays en développement aussi bien dans leur quête pour atteindre la prospérité dans un nouvel ordre économique international où ils ont leur propre place de dignité dans la communauté des nations.

Le prochain Sommet du G20 au Mexique en juin 2012 devrait une fois de plus être l'occasion de harcèlement par des actions de masse et contre-forums par les organisations populaires et les mouvements sociaux. Quelques-unes des revendications immédiates et à long terme que les organisations de la société civile peuvent continuer de soulever sont les suivantes:

Exigences immédiates:

1. Plans de secours pour les gens et non pour les banques!
2. Annulations de dettes et non paiements aux banques!
3. Non aux mesures d'austérité qui punissent les 99%!
4. Créer des emplois et non les guerres!
5. Non à la spéculation et au capitalisme de casino!
6. Stopper la spéculation sur les denrées alimentaires!

Demandes à long terme:

1. Le développement équitable et durable
2. Changement de système, pas le changement climatique
3. La sécurité alimentaire par la souveraineté alimentaire
4. Les personnes au-dessus des profits
5. La nourriture est un droit humain
6. La pleine souveraineté sur les ressources naturelles et non pas les guerres impérialistes de pillage!

Notes

- 1 Wahl, Peter, "Potentiel et limites du G-20 pour la réforme de l'économie mondiale vers le développement durable." World Economics, Environnement & Development Association.
- 2 Communiqué, Berlin 1999.
- 3 Andre Soliani, "«BRIC chercheraient à mettre fin au monopole de l'Ouest sur le leadership de la Banque mondiale, du FMI,« Bloomberg, 13 avril 2011.
- 4 Idem.
- 5 Kanya D'Almeida, les marchés émergents entrent sur la scène économique comme une tonne de BRIC, par (Washington), dimanche, Septembre 25, 2011, Inter Press Service)
- 6 Pepe Escobar, le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud sont préoccupés par l'économie mondiale et ils veulent des réformes fondamentales. 23 septembre 2011, Aljazeera.net.
- 7 Kanya D'Almeida, op cit.
- 8 Samanta, Pranab Dhal, Les BRICS appellent à des réformes du Conseil de sécurité», Indian Express, 15 avril 2011.
- 9 Pepe Escobar, op cit.
- 10 "About the G20," «A propos du G20», accessible à http://www.g20.org/about_faq.aspx
- 11 Onaran, Ozlem (2009). De la crise de la distribution de la répartition des coûts de la crise: Que

pouvons-nous savoir lors des crises précédentes sur les effets de la crise financière sur la part du travail? Nombre Série de documents de travail 195, Political Economy Research Institute, University of Massachusetts Amherst.

- 12 Davies, J., Sandström, S., Shorrocks, A., & Wolff, E. (2006). Répartition mondiale du patrimoine des ménages. WIDER Université des Nations Unies.
 - 13 Chandrasekhar, C. (July 12-14, 2007). «Continuité ou changement. Capital Finance dans les pays en développement d'une décennie après» Conférence sur «Une décennie après: récupération et d'adaptation depuis la crise asiatique ». Bangkok, Thaïlande: Organisé par International Associates économie du développement (IDEAS), Global Sustainability and Environment Institute (GSEI), Action Aid et Focus on the Global South..
 - 14 Commission d'experts du Président de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la réforme du système monétaire et financier international, 21 Septembre 2009, Rapport. Disponible en ligne à http://www.un.org/ga/econcrisissummit/docs/FinalReport_CoE.pdf
 - 15 Organisation des Nations Unies, Situation économique mondiale et perspectives 2010, à New York.
 - 16 Idem.
 - 17 OCDE, Rapport 2009 du CAD sur la prévisibilité de l'aide: Enquête sur les dépenses des bailleurs de fonds avant Plans 2009-2011. 2009. Disponible en ligne à <http://www.oecd.org/dataoecd/46/19/43161677.pdf>
 - 18 Eurodad, «la dette dans la période de ralentissement économique,» Octobre 2009, à p.2. disponible à : <http://www.eurodad.org/whatsnew/reports.aspx?id=3844..>
 - 19 Paul Krugman, «La troisième récession,» The New York Times, Juin 27, 2010..
 - 20 Adam Sneyd, "nouvel ordre économique international (NOEI)", Université McMaster, <http://www.globalautonomy.ca/global>
 - 21 Idem.
 - 22 Déclaration pour la création d'un nouvel ordre économique international: Assemblée générale des Nations Unies le document A/RES/S-6/3201 du 1er mai 1974
 - 23 Secrétariat du TUAC. «Les paramètres d'une taxe sur les transactions financières et de l'OCDE Gap publique des ressources Bon 2010-2020.» Commission syndicale consultative auprès de l'Organisation de coopération et de développement économiques, Paris, 15 Février 2010. .
 - 24 Soren Ambrose et Bhumika Muchhala (2010). «Fruits de la crise: mettre à profit la crise financière et économique de 2008-2009 pour obtenir des ressources nouvelles pour le développement et la réforme du système de réserve mondiale.» Réseau mondial d'ActionAid et Third World Network. .
 - 25 Initiative d'Halifax, Institut Nord-Sud, Université d'Ottawa, et l'École de développement international et mondialisation, Qu'est-ce qui manque dans la réponse à la crise financière mondiale? Repenser le système financier international au cours d'une période de crise Document politique,, janvier 2010.
-